



Cocktail ministériel : une invitation ludique et provocante

Dans tous les cas, c'est le service public pénitentiaire qui trinque !

Le garde des Sceaux convie l'ensemble des directrices et directeurs de l'administration pénitentiaire « à un cocktail déjeunatoire, le mercredi 10 décembre 2025 à 12h30 » dans un lieu qui reste à déterminer. Une invitation sans lieu de réception, à une semaine du déjeuner ? Soit : les convives n'auront qu'à s'adapter à ce rendez-vous clandestin !

Mais que dire lorsque l'on sait que cette invitation s'est faite en 2 temps : d'abord adressée aux DSP puis, le lendemain, aux DPIP... Les grands oubliés... La filière insertion probation appréciera cette « maladresse ».

Dans un contexte budgétaire toujours plus difficile, que personne n'ignore, cette invitation a un goût quelque peu amer. Budgets insertion et fonctionnement rognés, actions annulées, fournitures rationnées, gels des recrutements depuis trois ans, contractuels non renouvelés, gel des frais de déplacements, limitation pour aller en formation, etc... la liste des restrictions budgétaires est encore longue. Et pourtant, **en seulement 10 jours, au bon vouloir du ministre**, cela ne pose aucune difficulté à l'administration de faire déplacer jusqu'à 1000 cadres de France, de Navarre et d'Outre-mer **pour une mondanité dont les objectifs ne sont pas affichés**. Le fait du Prince !

A peine envoyée, cette invitation suscite incompréhension, interrogations et colère parmi les personnels. Car, en effet, si le lieu est gardé secret pour le moment, c'est bien une simple invitation à un « cocktail déjeunatoire » qui est transmise. Aucun contexte, aucun ordre du jour n'est donné et, à l'heure où les sujétions sont toujours plus grandes pour les directrices et directeurs, notamment des SPIP (remplacements, astreintes, missions sans cesse élargies, responsabilité personnelle engagée), la question de la continuité de service que notre administration est si prompte à brandir en temps normal ne semble plus se poser quand il faut répondre à l'appel culinaire du ministre.

L'ordre du jour et le contexte, s'ils ne sont pas abordés par le ministère, sont bien en tête de tou.te.s les agent.e.s convié.e.s à ces mondanités. Depuis un an maintenant et jusqu'au courrier du ministre transmis avant-hier, ce sont bien une succession de déclarations du ministre, de prises

de décisions qui évacuent, invisibilisent et détruisent toute une partie des missions de l'administration pénitentiaire, en particulier celles de l'insertion et de la probation. L'acmé et dernier épisode en date étant la triste séquence de Rennes-Vezin et son traitement scandaleux.

Veut-il se racheter une conscience ou s'assurer de leur loyauté ? Une manière de se faire pardonner d'avoir décrédibilisé aux yeux du grand public les fonctions de direction ou plus subtilement un rappel à l'ordre des troupes ?

Nos trois organisations et les agent.e.s qu'elles représentent refusent de voir les DPIIP pris en otage par la communication au coût exorbitant d'un ministre qui attaque systématiquement l'action de nos services et dévoie nos missions.

Nous ne cautionnons ni ce détournement d'agents publics ni ce gaspillage de l'argent des contribuables ! D'autant moins à l'heure où le gouvernement auquel appartient le GDS ne parvient pas à proposer un budget 2026 décent !

Nous refusons **de servir de faire-valoir** à un ministre en pré-campagne électorale, qui conçoit la réforme pénale comme une réponse aux polémiques médiatico-politiciennes. Nous resterons dans nos services et sur le terrain pour assurer la continuité du service public que les carences en personnels mettent à mal chaque jour.

Ainsi, le SNEPAP-FSU, la CGT IP et l'UNDPIIP appellent l'ensemble des directrices et directeurs à décliner cette invitation tout aussi ludique que provocante !

Nous appelons l'ensemble des directrices et directeurs qui le souhaitent à se réunir en visio-conférence le 10.12.2025, à midi, afin de défendre l'avenir de nos services.

Nos organisations continueront de travailler à une réponse unitaire à la hauteur des attaques et des enjeux du moment.

Fait à Paris,
le 03 décembre 2025,

**L'UNDPIIP, le SNEPAP-FSU
et la CGT Insertion probation**